

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché de Travaux Réseaux scéniques

Marché de travaux
Procédure adaptée
Publication au BOAMP

Consultation 2025-04

Le présent CCAP contient 37 pages numérotées de 1 à 35

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES INTERVENANTS	2
ARTICLE 2 : PRESENTATION DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4 : FORME ET NATURE DU PRIX	6
ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT	7
ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX	9
ARTICLE 7 : COORDINATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX	10
ARTICLE 8 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX	15
ARTICLE 9 : GARANTIES	19
ARTICLE 10 : ETAT DES LIEUX – CONSTATS – NETTOYAGE	21
ARTICLE 11 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS	22
ARTICLE 12 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE	24
ARTICLE 13 : MODIFICATION DU MARCHÉ	26
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES	27
ARTICLE 15 : PENALITES – RETENUES – PRIMES	27
ARTICLE 16 : RESILIATION	31
ARTICLE 17 : LITIGES ET DIFFERENDS	34
ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX	35

ARTICLE 1 : PRESENTATION DES INTERVENANTS

1.1 Liste des intervenants

Pouvoir adjudicateur et lieu d'exécution des travaux

Le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique-PSL (CNSAD-PSL)

2 bis rue du Conservatoire

75 009 Paris

Tel : 01.42.46.12.91

www.cnsad.psl.eu

Représenté par la Directrice : Sandy Ouvrier

Le Conservatoire National Supérieur d'Art Dramatique-PSL (CNSAD-PSL) agit en qualité de maître d'ouvrage pour l'opération, responsable de la conduite du projet et de la passation du marché.

Lieux d'exécution : 43 rue de la commune 93230 Romainville

Maîtrise d'œuvre des travaux d'aménagement spécifique Preneur

Ils ont la charge du suivi de travaux, de la validation des documents écrits, graphiques et techniques, et de l'organisation des réunions hebdomadaires. Les comptes-rendus seront envoyés par voie électronique aux parties-prenantes de ce marché.

Architecte mandataire :

Sarl L'ARCHISENS

Hervé PELLEREAU

Architecte gérant

43, rue Pierre Curie

78 000 VERSAILLES

Tel : 01.39.53.57.43

Cotraitant :

SCENARCHIE

Frédéric Chauveau

Scénographe gérant

16 chemin des Fortes Terres

95 300 Pointoise

Tel : 01.42.43.03.93

Mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC)

La mission d'ordonnancement, de pilotage et de coordination (OPC) est confiée à la maîtrise d'œuvre, la société « Archisens ». L'OPC a pour objet de définir l'ordonnancement de l'opération, de coordonner les différentes interventions des entreprises (aménagements preneur et levée des réserves preneur) et de veiller au respect des délais d'exécution ainsi qu'à la parfaite organisation du chantier.

La mission de l'OPC a pour objet de définir l'ordonnancement de l'opération et de coordonner les différentes interventions afin de garantir les délais d'exécution et la parfaite organisation du chantier.

Bureau de contrôle technique (BCT)

Il est en charge des avis et visas, comptes-rendus sur les documents des phase études / travaux et sur le suivi de l'exécution. La mission a été confié à la société Qualiconsult Créteil.

BCT :

Qualiconsult Créteil

Rimane Matar

Directrice d'agence

Zone Europarc

127/131 Chemin des Bassins

94035 CRÉTEIL

Tel :01.49.56.06.00

ARTICLE 2 : PRESENTATION DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation des installations de réseaux scéniques (courants forts et faibles, éclairage scénique, audiovisuel, interconnexions) dans les différentes salles du bâtiment secondaire du CNSAD-PSL à Romainville, conformément au cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et aux documents contractuels.

Les caractéristiques des travaux à réaliser figurent dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

2.2 Forme et montant du marché

Le marché est passé selon une procédure adaptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché traité à prix forfaitaire, passé selon les dispositions de l'article R. 2112-6 2° du code de la commande publique.

2.3 Durée du marché

Le marché est d'une durée prévisionnelle de 18 mois. Il débutera compter de sa date de notification

et prendra fin à la plus tardive de ces deux dates :

- L'expiration du délai de garantie de parfait achèvement, tel que défini à l'article 44.1 du CCAG- Travaux. En cas de pluralité des délais de garantie de parfait achèvement, il est entendu que le marché s'achève à l'expiration du dernier délai ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période ;
- La levée de la dernière réserve.

2.4 Décomposition du marché

Le présent marché n'est pas alloti conformément à l'article L. 2113-10 du code de la commande publique.

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.5 Sous-traitance

Le présent marché respecte les prescriptions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Les conditions et modalités de recours à la sous-traitance sont celles définies aux articles R.2193- 1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

En outre, pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant (DC4), l'ensemble des pièces de candidature listées dans le règlement de la consultation (Annexe 01).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

2.6 Représentation du titulaire

Le titulaire doit être représenté sur le site par un interlocuteur responsable du marché, apte à prendre toute décision engageant sa société, et par un encadrement qualifié présent en permanence sur le chantier.

Des organigrammes hiérarchiques et fonctionnels seront établis et soumis à l'accord de l'architecte et du maître d'ouvrage (MOA), et cela, en fonction des phases d'études et de travaux.

2.7 Prestations similaires

La réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire dans le cadre du présent marché pourra donner lieu à la conclusion d'un nouveau marché sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

Ce nouveau marché devra être conclu dans les trois (3) ans suivant la notification du présent marché.

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

3.1 DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le règlement de la consultation (RC) ;

3.2 LE DOSSIER ETABLI PAR LE MAITRE D'ŒUVRE ET COMPRENANT :

- Un dossier pièces Ecrites comprenant le CCTP et des annexes (notamment plans et des synoptiques) ;
- Le calendrier prévisionnel détaillé d'exécution.

3.3 ORDRE DE PRIORITE DES PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG Travaux, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Toutefois, le dossier de consultation établi par le maître d'œuvre constitue un ensemble indissociable, homogène et cohérent. Les pièces graphiques et écrites se complètent mutuellement. La somme des informations est obligatoirement à prendre en compte par l'entreprise dans le cadre de l'élaboration de son offre.

En cas de contradiction, et lorsque l'ordre de préséance ne permet pas de lever celle-ci, l'entreprise est tenue : en premier lieu de demander des précisions sur le dossier afin de permettre au maître d'œuvre de lever la contradiction.

3.4 Pièces contractuelles opposables au titulaire, l'inverse n'étant pas vrai

A l'appui de son offre, le titulaire va présenter des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre qui pourront, par

conséquent, exiger à tout moment de la part du titulaire le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droits, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, en particulier à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif que les moyens effectivement mise en œuvre pour réaliser ces ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents.

Ces engagements unilatéraux sont les suivants :

- Le mémoire technique remis dans l'offre ;
- Les réponses aux questions du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre lors de l'analyse de l'offre de l'entreprise ;
- L'état des prix forfaitaires établi suivant le cadre de DPGF fourni par la maîtrise d'œuvre ;
- Les attestations d'assurances remises dans l'offre.

3.5. Exhaustivité du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article précité, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du marché prévalent sur celles qui figurent dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature de ces derniers.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne peut s'intégrer au marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, le catalogue, les documents commerciaux.

Les marchés et l'ensemble des documents qui en découlent, sont rédigés en langue française.

ARTICLE 4 : FORME ET NATURE DU PRIX

4.1 Caractère du prix global et forfaitaire

Il reste entendu que sont compris dans le prix forfaitaire, non seulement tous les travaux indiqués aux CCTP, plans, coupes et élévations, tant dans les dossiers fournis par le maître d'Œuvre que dans ceux fournis par le titulaire, et décrits ou non dans les devis et notices, mais aussi ceux implicitement nécessaires au parfait achèvement de la construction suivant toutes les règles de l'art, à la réalisation des différents ouvrages constituant le projet, à l'obtention des résultats et aux dispositions indiquées dans les plans et devis.

L'Entrepreneur s'étant rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature, reconnaît qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles dans sa spécialité aux

détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces du dossier, afin de réaliser parfaitement l'ouvrage décrit et garantir le résultat demandé.

De ce fait, l'entrepreneur reconnaît que les documents en sa possession sont suffisants pour définir et valoriser l'objet du marché, ce dernier constituant pour lui une obligation de résultat. La DPGF ne sera considérée comme document contractuel que pour la détermination des prix unitaires servant au règlement des situations mensuelles d'acomptes et de travaux supplémentaires commandés par le maître d'ouvrage.

4.2 Variations des prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire, ferme et non révisable au vu de la durée des prestations. Aucune variation de prix ne sera appliquée pendant toute la durée d'exécution du marché

ARTICLE 5 : MODALITES DE REGLEMENT

Les modalités du règlement des comptes du marché sont soumises aux dispositions de l'article 12 du CCAG- Travaux.

Les travaux seront constatés et réglés à leur avancement ; le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage sur présentation du décompte général définitif, accompagné de la situation pour solde.

5.1 Etablissement des demandes de paiement mensuels

Le titulaire établit une facture mensuelle relative à l'avancement des travaux (détaillé dans l'annexe financière (Décomposition du prix global et forfaitaire), une fois que ces derniers ont été réceptionnés définitivement par le pouvoir adjudicateur.

Procédure de transmission de facture :

1. Etablissement de la situation par l'entreprise et envoi au maître d'œuvre pour validation ;
2. Le maître d'œuvre valide l'avancement ;
3. Le maître d'œuvre établit le bordereau de paiement, valide la situation ;
4. Le maître d'œuvre signe la situation et transmet le bordereau de paiement à la maîtrise d'ouvrage pour validation
5. La maîtrise d'ouvrage valide la situation et le renvoie à l'entreprise ;
6. Les situations validées sont déposées sur Chorus par l'entreprise.

Conformément à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus.

Afin que le traitement des factures soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes, dans chacune de ses factures :

- Le nom et l'adresse du pouvoir adjudicateur ;
- L'identité du destinataire final ;
- Le pays où la ville de destination finale ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;

- Le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- Le numéro et la date du marché ;
- La nature des prestations et leur prix unitaire H.T. ;
- La date et signature ;
- Le numéro de bon de commande communiqué à la signature du marché.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué convenablement. De ce fait, le délai de traitement des factures – par l'Agence comptable – est allongé et la mise en règlement retardé.

5.2 Paiement

5.2.1 Acomptes

Les acomptes sont réglés suivant les dispositions de l'article 12 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021. Les 5 derniers pourcentages de la commande ne peuvent être mis en paiement que si les éléments nécessaires à la réalisation du dossier des ouvrages exécutés (DOE) et à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ont été produits ainsi que 100% des réserves levées.

5.2.1 Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans contestation du titulaire sous un délai de quinze (15) jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

5.2.3 Délai global de paiement

Le règlement s'effectue dans le délai de 30 jours l'article R. 2192-10 du code de la commande publique.

5.3 Avance

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché ou de la tranche affermée est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % toutes taxes comprises, du marché public si la durée de leur exécution est inférieure ou égale à douze mois.

5.4 Retenue de garantie

Il est institué une retenue de garantie de 5%, qui est prélevée et restituée dans les conditions prévues aux articles R.2191-32 à R.2191-35 du code de la commande publique. Ce taux est ramené à 3 % dans le cas où le titulaire est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du code de la commande publique.

5.5 Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivants la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

5.5 Décompte final – décompte général – solde

Le projet de décompte final du titulaire est établi et transmis conformément aux dispositions prévues aux articles 13.3.1 à 13.3.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021. Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre pour avis dans le délai de trente jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, ou, en l'absence d'une telle notification, à la fin de l'un des délais de trente jours fixés aux articles 41.1.3 et 41.3 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

A défaut, le maître d'œuvre mettra en demeure l'entreprise de produire son projet de décompte final sous quinze (15) jours. Si la mise en demeure restée infructueuse, il appartiendra alors au maître d'œuvre d'établir d'office le décompte général au frais du titulaire.

Le décompte général est notifié au titulaire contre accusé de réception ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 : MODALITES D'EXECUTION DES TRAVAUX

6.1 Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est fixé à 9 semaines à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux, dont 3 semaines préparation y compris congés payés, intempéries, repliement des installations et nettoyage des lieux.

6.2 Délai d'achèvement des travaux

Les Ordres de Service de démarrage seront délivrés par le maître d'œuvre (et préalablement visés par la Maîtrise d'ouvrage) signifiant au titulaire le démarrage des travaux.

Le titulaire s'engage à achever (au sens de l'achèvement tel que défini à l'article 4 du présent document) les travaux en cohérence avec le calendrier d'exécution détaillé établi par le maître d'œuvre.

6.2.1 Prorogation du délai d'achèvement

Le délai tel que stipulé à l'article 6.2 sera prorogé d'une durée égale aux retards consécutifs à la survenance d'un événement ressortant de la force majeure ou d'une cause légitime de suspension

tels que ci-après limitativement convenus.

Seront considérés comme des cas de force majeure et des causes légitimes de suspension des délais de livraison, les cas limitativement énumérés ci-après :

- Intempéries :

Les journées d'intempérie seront prises en compte, pour autant que, cumulativement :

- Elles soient mentionnées sur le relevé mensuel établi par la Fédération française du bâtiment (FFB) d'après le tableau climatologique mensuel publié et par la Station ;
- Elles soient confirmées par l'organisme météorologique de Paris Montsouris,
- Elles aient perturbé l'avancement normal du chantier. Ces perturbations seront attestées par le compte rendu de chantier établi par l'Architecte MOE qui devra constater une impossibilité de travailler pour le corps d'état considéré et quantifier le retard pris de ce fait dans l'avancement général du chantier.

Le titulaire adressera au maître d'ouvrage, les documents visés ci-dessus pour permettre le décompte des journées d'intempéries dans le cadre du compte rendu de chantier. Les Parties conviennent que le délai d'achèvement inclut d'ores et déjà quinze (15) jours ouvrés d'intempéries.

- Cas de force majeure :

La force majeure au sens du marché, est entendue comme un événement imprévisible, irrésistible, insurmontable et extérieur au titulaire.

Ces caractéristiques étant cumulatives, constituent notamment un cas de force majeure :

- La grève générale ou particulière aux professions du bâtiment et/ou des transports routiers et ferroviaires à l'exception des grèves particulières aux entreprises du chantier ;
- Les injonctions judiciaires ou administratives de suspendre ou d'arrêter les travaux (à moins que lesdites injonctions ne soient fondées sur des fautes ou négligences imputables au titulaire et/ou ses sous-traitants) ;
- Les troubles résultant d'émeutes, d'attentats, de guerre civile, d'hostilités, révolutions ou cataclysmes naturels.

6.2.2 Prolongation des délais

Aucune prolongation de délai autre que celle afférente aux cas de force majeure et aux causes légitimes de suspension des délais de livraison ne sera accordée autrement que par voie d'avenant.

ARTICLE 7 : COORDINATION DE L'EXECUTION DES TRAVAUX

7.1 Période de préparation

La période de préparation est incluse dans le délai global du Marché. Elle commence à courir à compter de la notification du marché. La période de préparation des travaux a pour objet :

- Par les soins du maître d'ouvrage et de la maîtrise d'œuvre: l'élaboration, en concertation avec le titulaire, du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Par les soins du titulaire :
 - L'établissement et présentation au maître d'ouvrage du programme d'exécution des travaux ;
 - L'établissement et présentation de plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues au CCAG-Travaux du 30 mars 2021 ;
 - L'établissement du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, dans le délai de quinze (15) jours suivant la date de notification du marché et remise au coordonnateur. Les mesures et dispositions relatives à la sécurité et l'hygiène sur les chantiers sont contenues dans ce plan particulier ;
 - La synthèse technique et architecturale.

L'absence de remise des documents visés ci-dessus donne lieu au prononcé de pénalités, en application de l'article 19 du présent document.

7.2 Mission d'Ordonnement Pilotage Coordination (OPC)

La mission d'OPC est assurée par notre maîtrise d'œuvre spécialisé et qualifié.

A ce titre :

- Il établira le calendrier d'exécution détaillé de l'opération ;
- Il contrôlera, l'avancement des études d'exécution ;
- Il contrôlera l'avancement des travaux ;
- Il établira la mise à jour des calendriers d'exécution suivant une fréquence déterminée par le maître d'ouvrage en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- Il établira les calendriers particuliers pour les phases critiques ou complexes ;
- Il établira l'ordre du jour des réunions d'études et de coordination, rédigera les comptes rendus et assurera leur diffusion ;
- Il fera maintenir l'ordre et la propreté du chantier ;
- Il assurera l'organisation matérielle efficace des opérations de levées de réserves consécutives aux visites :
 - Préalables à la réception,
 - De réception,
 - De contrôle de levées de réserves.
- Deuxième échéance : au plus tard, quinze (15) jours après la délivrance de l'ordre de Service de démarrage de chaque des travaux ;
- Noms des représentants de l'Entreprise à soumettre à l'agrément du MOE et de l'Architecte ;
- Organigramme détaillé et nominatif du chantier (études et exécution) ;
- Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, qui doit être transmis, avant le début des travaux au Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé ainsi qu'aux Organismes de Prévention ;
- Liste prévisionnelle des plans et des documents d'exécution (Fiches produits,

notes de calcul, justificatifs...) et des échantillons, renseignées de la date prévue de diffusion du document ;

- Liste prévisionnelle des entreprises sous-traitantes du 1er et 2ème rang et prestataires de services de toute nature ;
- Demandes d'agrément des sous-traitants et prestataires de services de toute nature ;
- Si nécessaire, demande au maître d'ouvrage, d'autorisation d'emploi des procédés de construction nouveaux ou non traditionnels ;
- Le calendrier d'exécution par tâches en adéquation avec le planning prévisionnel des travaux ;
- Un calendrier détaillé des fabrications, des approvisionnements et des travaux de son Marché ;
- Plans des installations de chantier ;
- Plans et documents d'organisation de chantier.

La gestion du chantier sera effectuée par l'échange de documents et plans selon les instructions de l'Architecte MOE et / ou du MOA. Toutes les études d'exécution sont transmises au maître d'œuvre :

D'une part, sous format papier, en trois exemplaires, dont un support permettant sa reproduction

D'autre part, sous forme électronique via la plateforme.

Concernant la transmission électronique, les documents doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec le logiciel suivant : AUTOCAD 2010 et PDF.

Sur la base des documents particuliers du marché (pièces graphiques et pièces écrites établies par la maîtrise d'œuvre), le titulaire doit établir à ses frais et sous sa responsabilité, les plans de fabrication et de chantier et tous documents non listés, mais nécessaires à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages et ceux des ouvrages mitoyens.

Les pièces graphiques composant les documents particuliers du marché ont été cotées avec le plus grand soin par la maîtrise d'œuvre. Néanmoins, dès lors que les ouvrages à réaliser se situent, pour partie, dans l'emprise d'ouvrages existants conservés, le titulaire doit :

- D'une part, par une vérification exhaustive des ouvrages existants, s'assurer que les cotes portées sur les plans des ouvrages existants sont concordantes et suffisantes ;
- D'autre part, requérir auprès du maître d'ouvrage tous les renseignements complémentaires éventuels et avoir pris tous renseignements pour l'établissement de ses plans.

Si le titulaire détecte une erreur ou une contradiction entre les indications portées sur les plans de la maîtrise d'œuvre et les renseignements pris sur le site, il a l'obligation de la signaler immédiatement, par écrit, au maître d'ouvrage qui prendra les dispositions qui s'imposent pour remédier à l'état de fait.

7.3 Etablissement des plans d'exécution

Les plans d'exécution seront établis par le titulaire. Il devra se conformer pour l'établissement de ses plans d'exécution ainsi que ceux de ses sous-traitants aux dispositions contenues dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF). Les plans du titulaire devront être présentés avec un cartouche mis en place pour l'opération.

7.4 Approbation des plans d'exécution

L'équipe de Maîtrise d'œuvre définira les circuits d'établissement, de contrôle, d'approbation des plans d'exécution et les procédures d'arbitrage en cas de difficultés. Le titulaire doit fournir en 1 exemplaires ses plans, notes de calcul et notices explicatives nécessaires à leurs approbations et à la diffusion aux autres intervenants.

Avant tout démarrage de travaux, le titulaire doit s'assurer de l'approbation de ses plans d'exécution par l'équipe de Maîtrise d'œuvre et le Contrôleur Technique. Cette approbation pour conformité à la conception générale ne dégage en rien la responsabilité du titulaire qui reste l'auteur de ses plans.

Le temps nécessaire à la Maîtrise d'œuvre pour examiner les documents est fixé à 15 jours calendaires.

7.5 Interventions sur site

7.5.1 Nuisances acoustiques

Les titulaires sont tenus de respecter les textes en vigueur concernant la limitation du niveau sonore et répondre aux critères acoustiques conformes aux normes en vigueur.

7.5.2 Vols divers – gardiennage

Les vols, disparitions ou détériorations des matériaux, matériels et ouvrages en cours pendant l'ouverture du chantier et pendant les heures de fermeture de celui-ci sont de la seule responsabilité des entreprises.

PROTECTION DES OUVRAGES DE CHAQUE ENTREPRISE

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception, l'entreprise est responsable de la conservation et du maintien en bon état de ses ouvrages.

Elle doit toutes les protections nécessaires à la bonne conservation de ses ouvrages, au fur et à mesure de leur réalisation, ainsi que la dépose et l'évacuation de celles-ci.

Elle est tenue de se garantir par tous moyens contre les vols, détournements, dégradations,

pertes et destructions de toutes natures, notamment du fait des intempéries, pour lesquelles il est expressément stipulé qu'il ne lui sera alloué aucune indemnité.

Cette responsabilité concerne également la protection du chantier contre les venues d'eau d'origines diverses par tous les moyens appropriés : ouvrages provisoires, pompages, etc.

Au bout du compte, les ouvrages doivent être livrés en parfait état d'achèvement, de finition et de propreté.

Tout ouvrage considéré comme détérioré par la maîtrise d'œuvre lors de la réception des travaux doit être remplacé aux frais de l'entreprise titulaire du marché, quelle que soit l'origine de la dégradation.

Le titulaire est formellement tenu de recueillir auprès du responsable du site du CNSAD-PSL les renseignements lui permettant d'établir à l'usage de son personnel les consignes particulières concernant la sécurité, le vol et l'incendie.

La responsabilité du maître d'Ouvrage, du maître d'œuvre ne saurait être recherchée pour quelque raison que ce soit.

7.5.3 Relations avec les avoisinants

Les titulaires sont tenus de prendre toutes dispositions afin de ne pas causer, par leur activité, de nuisances aux avoisinants :

- Nuisances acoustiques ;
- Nuisances par diffusion de poussières, fumées, humidité, etc.... ;
- Ainsi que veiller au respect de l'intégrité de leurs limites de propriété, de leurs divers réseaux et de leurs accès.

En cas de plainte auprès du maître d'Ouvrage, ceux-ci appelleront en responsabilité les entreprises qui en supporteront les frais.

7.5.4 Relations avec les administrations locales

Les titulaires prendront toutes dispositions pour maintenir en parfait état d'aspect et de propreté les voiries, réseaux et ouvrages divers publics. En cas de plainte de l'un de ces services administratifs auprès du maître d'Ouvrage, ceux-ci recourront auprès des entreprises qui devront en supporter les frais.

7.5.5 Permis feu

Le titulaire sera tenu de demander au maître d'ouvrage la délivrance d'un permis de feu à établir en trois (3) exemplaires, dont un destiné au chef de l'établissement. Ce permis sera à demander au cours de la période de préparation et délivré par le responsable sur site.

ARTICLE 8 : CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

8.1 Etendue de l'obligation de résultat

Les titulaires sont soumis à une obligation de résultat pendant toute la durée du marché. Ils doivent fournir les prestations suivantes :

- Les études : plans des ouvrages existants, plans d'exécution et carnets de détails entièrement renseignés, les notes de calculs ;
- La coordination des études et du chantier ;
- L'établissement du DOE, du DEM ;
- La mise en œuvre des éléments de sécurité individuelle et collective,
- La production des avis techniques ou Procès-Verbaux de tous les matériaux ;
- La fourniture d'échantillons ;
- La protection de tous les ouvrages existants ;
- La remise en état des ouvrages détériorés ;
- Les travaux de finition avant réception.

Ils s'efforcent de compiler à la demande du maître d'œuvre tous les éléments nécessaires à la souscription des assurances tous risques chantier et dommages-ouvrages.

8.2 Réception des travaux

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux. Le titulaire est chargé d'aviser le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont considérés comme achevés. La réception des travaux est visée par la maîtrise d'ouvrage après réception et acceptation des documents d'exécution. Celle-ci est prononcée après un examen des ouvrages et une vérification de ses caractéristiques.

Il sera établi un état des lieux contradictoire entre le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre et le titulaire afin de constater l'achèvement des travaux.

La réception totale sera prononcée par le maître d'Ouvrage dans les conditions prévues par l'article 41 du CCAG-Travaux.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, c'est le maître d'œuvre qui aura la charge de déterminer la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre procèdera ensuite à la convocation de toutes les entreprises pour les opérations préalables à la réception (OPR).

Durant cette période, le maître d'œuvre pourra intervenir sur l'ouvrage, conjointement avec l'entreprise pour la réalisation d'essais et de vérifications complémentaires.

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

Le maître d'ouvrage peut refuser la réception des ouvrages en cas de malfaçons ou de défaillances graves d'achèvement de travaux, en cas de mise en service non réalisée, ou en cas de résultats non satisfaisants aux essais de performance dûment constatées et explicitées au procès-verbal.

8.3 Contrôle technique des travaux

Les travaux seront soumis au contrôleur technique de l'opération. Les honoraires dus à ce contrôleur technique seront à la charge du maître d'ouvrage. Dans le cadre d'un établissement recevant du public (ERP) quelle que soit sa catégorie, le titulaire devra obligatoirement avoir pris connaissance du rapport initial de contrôle technique (RICT).

8.4 Achèvement des travaux

La réception des travaux par le maître d'ouvrage ne pourra être envisagée qu'après achèvement des ouvrages et constructions composant le programme. Pour l'exécution des travaux, par dérogation expresse à l'article R. 261-1 du code de la construction et de l'habitation, on entend par achèvement du programme (ci-après « l'achèvement »), cumulativement :

- La réalisation complète du programme conformément au marché convenu entre le maître d'ouvrage et l'entreprise, à la législation et à la réglementation applicable à la date de délivrance des autorisations administratives, en parfait état de fonctionnement, raccordé aux réseaux et bénéficiant des autorisations administratives nécessaires (hors éventuel permis modificatif de récolement) ;
- Le nettoyage de fin du programme et des abords ;
- La remise par le titulaire au maître d'ouvrage de tous les documents prévus avant les échéances de la réception.

Le tout, de manière à permettre au maître de l'ouvrage de jouir paisiblement du programme en conformité avec sa destination.

Le délai démarre à la délivrance de l'ordre de Service de démarrage des travaux et comprend la période de préparation du chantier, la période de réalisation des travaux, les opérations Préalables à la réception, la levée des réserves d'OPR et la réception.

8.5 Visites préalables à la réception

8.5.1 Opérations préalables à la réception

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG-Travaux, c'est le maître d'œuvre qui aura la charge de déterminer la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'œuvre procédera ensuite à la convocation de toutes les entreprises pour les opérations préalables à la réception (OPR).

Par dérogation, pour les sujets techniques dont l'accessibilité deviendrait impossible avant la fin des travaux, il sera proposé des visites d'OPR avant fermeture des gaines techniques et des faux plafonds (avec les Bureaux d'Études Techniques compétents).

Pour pouvoir réaliser les OPR et pour les besoins de celles-ci, les conditions suivantes devront être remplies :

- Les locaux seront propres, éclairés, ventilés et pouvant fermer à clefs ;

- Les ouvrages à vérifier seront terminés ;
- Les équipements seront en état de marche ;
- Les outils et des clefs d'accès provisoires seront disponibles
- Les moyens et outils nécessaires à la réalisation des OPR seront disponibles ;
- Les documents de suivi des OPR seront préparés à l'avance et disponibles.

Lors des OPR, il sera demandé :

- Les équipements tels que : escabeau, clés, passe, pour pouvoir accéder aux parties visitables ;
- Les plans d'exécution au dernier indice connu ainsi que les classeurs et fiches relatifs aux matériels et matériaux retenus après validation par le Maître d'ouvrage ;
- Les fiches techniques.

Un procès-verbal des OPR listant les réserves sera établi par le MOE

8.5.2 Procédures préalables pour la partie technique

Pour ce qui concerne les réseaux scénographiques le titulaire doit procéder, au minimum, aux essais, épreuves et vérifications de fonctionnement définis dans les documents contractuels et notamment dans :

- Les CCTP ;
- Les documents techniques unifiés (DTU) ;
- Le document technique : Attestations AQC ;
- Les règles de l'APSA ;
- Les règles FM global ;
- Les essais demandés par le Bureau de Contrôle.

Le fonctionnement correct des installations et équipements est vérifié au cours de ces essais, ainsi que leurs caractéristiques de débit, rendement, acoustique, sécurité, etc. La matérialité de ces essais est consignée sur un procès-verbal rédigé par le BET concerné, et remis lors de la visite préalable à la réception.

Les vérifications portant sur les équipements techniques seront systématiques et en aucun cas, il ne sera procédé à des sondages y compris sur les équipements en nombre. Si les résultats des essais sont défavorables, le titulaire devra apporter à ses frais toutes corrections permettant d'atteindre les objectifs, ainsi que la prise en charge des réfections des dommages causés du fait de ces essais défavorables, aux travaux des autres titulaires.

Dans l'hypothèse où les essais ne seraient pas satisfaisants, tant sur le plan des délais que sur celui de la qualité, le MOE proposera au Maître d'ouvrage de les faire réaliser par un organisme spécialisé de son choix aux frais du titulaire et après une simple mise en demeure d'avoir à remédier aux défauts relevés, demeurée infructueuse quinze (15) jours après sa réception.

Cette intervention extérieure ne peut en aucun cas dégager de ses obligations contractuelles du titulaire responsable. Tous les frais d'exécution des essais et vérifications de fonctionnement des installations, ainsi que les frais d'établissement et de production des fiches d'essais et procès-verbaux en autant d'exemplaires que nécessaire, sont dus par le titulaire, au titre du marché.

8.5.3 Réception partielle et prise de possession anticipée

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en fonction des circonstances, de procéder à des réceptions partielles. S'il use de cette faculté, les conditions dans lesquelles se déroulera la réception partielle, et tout particulièrement la définition des ouvrages concernés, seront indiqués aux différents travaux concernés lors des réunions de chantier.

8.5.4 Visite de réception

La visite sera organisée par le MOE. Le maître d'ouvrage procède à la visite de Réception assisté de l'Architecte MOE et de l'OPC en présence du titulaire. Si les travaux sont inachevés ou présentent des malfaçons ou qu'il subsiste des réserves, le maître d'ouvrage peut de plein droit refuser la réception, considérant que les travaux n'est pas achevé au sens des critères définis au contrat. Un procès-verbal constatant le refus de Réception sera établi contradictoirement. La date du procès-verbal de réception constituera le point de départ des garanties légales.

8.5.5 Procès-verbal de réception ou de refus de réception

Le MOE dressera, au cours de la visite de réception, le procès-verbal de réception, accompagné ou non de la liste des réserves, ou le procès-verbal de refus de réception. Il est signé par le maître d'ouvrage et est remis ensuite au titulaire. Il est rappelé que ce procès-verbal de réception comprend le Rapport Final du Bureau de Contrôle.

8.5.6 Entrée en possession par le maître d'ouvrage

Dans le cas où la réception ne peut être prononcée du fait d'un retard imputable exclusivement au titulaire, le maître d'ouvrage peut prendre possession, sans plus attendre, des ouvrages non encore entièrement terminés. Cette prise de possession n'équivaut en aucun cas à une réception tacite de l'ouvrage. Dans ce cas, le maître d'ouvrage fera dresser à ses frais un état des lieux et des ouvrages réalisés.

8.5.7 Maintenance

Le titulaire devra fournir deux (2) mois avant la réception des travaux, les propositions de contrats de maintenance couvrant une période d'un (1) an. Les contrats doivent tenir compte des prescriptions énoncées dans le dossier des interventions ultérieures sur l'ouvrage (DIUO), dossier qui sera intégré aux contrats d'entretien. Le stock de pièces et fournitures de maintenance doit être remis le jour de la réception. Les éléments de ce stock seront neufs, parfaitement emballés et étiquetés.

8.5.8 Réserves à la réception

Dans le cas où des réserves seraient formulées lors de la réception, le titulaire devra les lever dans un délai de quinze (15) jours calendaires. En outre, 15 jours calendaires après mise en demeure restée infructueuse, le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire exécuter les travaux nécessaires à la levée des réserves par une autre entreprise aux frais du titulaire, en application de l'article 16 du présent document relatif aux pénalités.

Enfin, dès lors que le titulaire interviendrait au-delà du délai précité, ses interventions ne pourront se faire qu'en dehors des heures d'activité du site et après acceptation du planning d'intervention par le maître d'ouvrage et/ou l'utilisateur. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de mettre à la charge du titulaire tout frais de gardiennage nécessaire lors de ses interventions. En cas de levée effective des réserves par du titulaire, il sera alors établi contradictoirement un procès-verbal de levée de toutes les réserves.

8.6 Remise des documents fournis après l'exécution

Le titulaire remettra au maître d'ouvrage tous les documents qui pourraient lui être utiles, et notamment ceux visés ci-après. Ces documents seront remis sous forme papier et informatique.

8.6.1 Documents à remettre deux 15 jours avant les OPR et à remettre à la réception

Les documents relatifs au fonctionnement, à la garantie et à la maintenance des ouvrages, installations ou éléments d'équipements, tous les cahiers des charges et cahiers de recettes détaillés relatifs aux installations et matériels techniques, et plus généralement tous documents relatifs aux installations techniques pour qu'un futur gestionnaire puisse avoir une bonne compréhension du fonctionnement de l'Immeuble et de ses caractéristiques.

8.6.2 Documents à remettre dans les trente (30) jours de la réception

Le DIUO définitif établi par le coordonnateur de santé sécurité conformément aux dispositions de l'article R. 238 du code du travail ;

Le rapport final du bureau de contrôle technique sans avis défavorables ou suspendus.

ARTICLE 9 : GARANTIES

Les conditions de garantie sont celles précisées dans l'offre technique du titulaire. Conformément au minimum légal, elles ne doivent pas avoir d'incidence financière.

Seule la réception définitive fait débiter les différentes garanties légales (prévues à l'article 44 du CCAG), à savoir :

- Garantie de parfait achèvement des travaux d'un an (1) ;
- Garantie de bon fonctionnement des matériels conformes aux exigences du présent document ou à défaut d'indication de deux (2) ans minimum ;
- Garantie décennale.

Le marché prend fin à compter de la réception définitive des travaux par le maître d'ouvrage.

Néanmoins, la fin du marché ne dégage pas le titulaire de son obligation de garantir le parfait achèvement des travaux.

9.1 Garantie de parfait achèvement

Le titulaire est tenu, dans un délai d'une (1) année à compter de la réception définitive des travaux, à la réparation de tout désordre signalé (si des réserves ont été faites lors de la réception) ou ceux qui sont apparus après la réception (ce peut être des malfaçons, des réalisations non conformes ou des travaux non exécutés).

Le maître d'ouvrage peut faire exécuter, au frais et risques du titulaire défaillant, la réparation de tous les désordres relevant de la garantie de parfait achèvement des travaux, après une mise en demeure restée infructueuse.

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement à l'expiration du délai de garantie, le titulaire peut également être convoqué. En cas d'absence du titulaire de ses opérations, il en est fait mention au procès-verbal, qui lui est alors notifié.

Durant l'année de parfait achèvement, la maîtrise d'œuvre intervient en cas de désordres liés aux travaux auprès de l'entreprise afin d'y remédier.

9.2 Garantie de bon fonctionnement

Pour la garantie de bon fonctionnement « garantie biennale », pendant deux ans à compter de la réception (article 1792-3 du code civil).

Cette garantie s'étendra à tous les éléments d'équipements du bâtiment qui ne font pas indissociablement corps, au sens de l'article 1792-2 du Code Civil, avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

9.3 Garantie décennale

La garantie pendant dix ans à compter de la réception, définie aux articles 1792 et 2270 du Code Civil et concernant tous dommages, même résultant d'un vice du sol, qui :

- Compromettent la solidité de l'ouvrage, ou,
- Affectent l'ouvrage dans un de ses éléments constitutifs ou l'un de ses équipements le rendant impropre à sa destination.

Conformément à l'article 1792-2 du code civil, cette garantie de dix ans sera étendue aux dommages qui affectent la solidité des éléments d'équipements lorsque ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

9.4 Délais de reprise et de réparation pendant la durée de la période de garantie

Le titulaire désignera dès la réception des bâtiments un responsable SAV unique et permanent, que le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage pourront joindre tous les jours de l'année de parfait achèvement.

Il est expressément convenu que les délais d'intervention du titulaire responsable d'un désordre ne devront pas dépasser :

- 3 jours calendaires au maximum après mise en demeure préalable dans les cas urgents (ouvrages présentant un danger pour la sécurité ou la tranquillité des personnes, arrêt de fonctionnement d'un appareil ou d'un équipement, etc ...) ;
- 15 jours calendaires dans les autres cas (sauf impossibilité matérielle démontrée).

Les délais ainsi précisés s'appliqueront aux garanties de parfait achèvement à l'exclusion de celles rentrant dans le cadre des garanties de bon fonctionnement et décennale. Passé ces délais et après mise en demeure restée infructueuse, les travaux pourront être exécutés par toute entreprise choisie par le maître d'ouvrage, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 10 : ETAT DES LIEUX – CONSTATS – NETTOYAGE

10.1 Référé – Etats des lieux – constats

Le titulaire reconnaît d'ores et déjà avoir procédé à la reconnaissance des lieux en vue d'apprécier l'importance, l'état et la disposition du terrain. De ce fait, il a une entière connaissance des lieux de l'ouvrage, de l'existant et des avoisinants, ainsi que toutes les contraintes ou sujétions y afférents et a eu la possibilité d'effectuer ou de demander que soit effectué tout sondage ou reconnaissance de quelque nature que ce soit, nécessaire à l'exécution parfaite de ces prestations.

En conséquence, le titulaire ne pourra en aucune façon arguer l'absence ou de l'insuffisance d'information ou de renseignement postérieurement à la conclusion du marché pour s'exonérer de sa pleine et entière responsabilité dans l'exécution de ce contrat, pour le dispenser d'exécuter tout ou partie des travaux, de demander toute modification des conditions du marché, ou faire l'objet en cours d'exécution d'une demande de supplément de prix ou de dépassement du délai. Il en sera de même en cas de transmission au titulaire d'informations inexactes ou incomplètes, le titulaire étant supposé vérifier l'exactitude des renseignements qui lui sont communiqués.

Avant tout commencement des travaux, le titulaire devra faire établir tous les états des lieux notamment avec le MOA ou MOE, photos, relevés, etc. utiles à définir sa responsabilité vis à vis des tiers privés et publics. La copie de ces constats sera communiquée au MOE et au maître d'ouvrage. En cas de travaux sur des réseaux existants (déplacements, reprises, branchements, etc.), le titulaire fait contrôler, par le maître d'œuvre et le titulaire concerné, avant fermeture des tranchées le cas échéant, les travaux effectués.

10.2 Implantation des ouvrages

Le titulaire doit l'implantation (compris altimétrie) de ses ouvrages à partir des documents du marché, qu'il devra vérifier préalablement avant la signature des pièces contractuelles, et assume l'entière responsabilité de ses implantations.

10.3 Garde et conservation des ouvrages

Le titulaire est responsable de la garde et de la bonne conservation des ouvrages exécutés par lui. Il a la charge de toutes les conséquences des dégradations ou dommages éventuellement subis par les ouvrages, fournitures, outillages et approvisionnements en cours d'exécution et jusqu'à la réception des travaux.

10.4 Nettoyage du chantier

Le titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. Chaque entreprise doit procéder à la protection de l'ouvrage ou des parties d'ouvrages déjà réalisées, au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées.

En cas de manquement aux obligations de nettoyage et 2 jours calendaires après avoir convoqué et averti l'entreprise, le MOE et la MOA pourra avoir recours à une entreprise de nettoyage dont les frais devront être supportés par le titulaire en défaut.

ARTICLE 11 : SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

11.1 Rendez-vous de coordination et rendez-vous de chantier

Le titulaire convoqué est tenu d'assister aux rendez-vous de coordination organisés à la demande du maître d'œuvre. Il assiste aux rendez-vous de chantier, organisé par le maître d'œuvre, leur fréquence étant fixée lors de la préparation de chantier.

A compter de l'ordre de service et jusqu'à l'achèvement des travaux du titulaire du marché aura en permanence sur le chantier un responsable qualifié, ayant tous pouvoirs pour régler toutes questions concernant l'exécution des travaux, habilité à recevoir les instructions de la maîtrise d'œuvre et à suivre leur bonne exécution. L'absence d'un titulaire ou son remplacement par une personne insuffisamment qualifiée pour le représenter, notamment pour donner les ordres nécessaires sur le champ aux agents de l'entreprise sur le chantier, entraîne la responsabilité du titulaire défaillant.

En dehors de cette période, le représentant de l'entreprise devra se tenir à la disposition de la maîtrise d'œuvre pour toutes questions concernant le chantier. Ce responsable devra être agréé par la Maîtrise d'œuvre et ne pourra être changé pendant la durée du chantier, excepté demande justifiée et acceptée par la Maîtrise d'œuvre.

La diffusion des comptes rendus de chantier sera assurée par le maître d'œuvre. Les procès-

verbaux seront considérés comme tacitement approuvés sans réserve, s'ils ne font pas l'objet de remarques écrites dans un délai de deux (2) jours à compter de la date de diffusion du compte rendu.

11.2 Mesures de sécurité et d'hygiène

Le projet des installations du chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel, de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation : ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier doivent toujours être adaptées. Les normes des locaux mis à disposition sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L.5212-1 à 4 du code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

11.3 Mesure d'ordre social

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail. Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du pouvoir adjudicateur, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du pouvoir adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants. En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 46.3.1 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

11.4 Dispositions applicables en cas d'intervenants étranger ou détachés

En application des articles D. 8222-7 et 8 du code du travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le

type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D. 8254-2 à 5 du code du travail. La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

ARTICLE 12 : RESPONSABILITE ET ASSURANCE

A l'issue de la procédure, le titulaire retenu devra justifier, dans les quinze (15) jours suivant la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire :

- D'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-4-1 du code civil au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie ;
- D'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des travaux découlant des articles 1240 à 1242 du code civil.

Par « titulaire », il faut entendre, dans le cas d'un groupement d'entreprise, chaque cotraitant, ainsi que chaque sous-traitant.

12.1. Assurance décennale

Le titulaire devra justifier de la souscription d'une police de RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE en état de validité selon les modalités en vigueur au jour de la déclaration d'ouverture de chantier. Compte tenu de l'importance de chantier, il veillera à ce que ses polices d'assurance s'appliquent sans réserve.

Ce contrat doit comporter les garanties :

- RESPONSABILITE DECENNALE au sens des articles 1792, 1792-1, 1792-2 et 1792-41 du code civil, selon les dispositions conformes à la Loi n° 78-12 du 4 Janvier 1978, et ses textes subséquents, notamment l'ordonnance 2005-658 du 8 juin 2005, le décret 2008-1466 du 22 décembre 2008 et l'arrêté du 19 novembre 2009 ;
- BON FONCTIONNEMENT minimale de deux ans des éléments d'équipement au sens de l'Article 1792-3 du code civil,
- DOMMAGES IMMATERIELS consécutifs à sinistres découlant des alinéas ci-dessus, avec extension aux DOMMAGES CONSECUTIFS AUX TRAVAUX NEUFS, subis par les parties anciennes de la construction, non totalement incorporées aux ouvrages neufs au sens de l'article L. 243-1-1 du code des assurances (dans le cas d'opération de travaux sur existants).

La police s'appliquera sans restriction ni limites, compte tenu à la fois des obligations figurant à son contrat d'assurance, des caractéristiques techniques des travaux qui lui sont confiés, ainsi qu'en cas d'utilisation de produits et/ou techniques et/ou procédés non courants et/ou non traditionnels. Les garanties doivent être acquises du fait des travaux donnés en sous-traitance.

12.2 Responsabilité civile à l'égard des tiers

L'entreprise devra justifier de la souscription d'une police de Responsabilité Civile en vigueur à l'époque des travaux. Cette police aura pour objet de garantir tant pendant les travaux qu'après réception et ce, aussi longtemps que la responsabilité de l'entreprise peut être recherchée, les conséquences pécuniaires des responsabilités de toute nature notamment celles découlant des articles 1240 et 1242 et suivants du code civil à raison de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers ou au maître d'ouvrage.

12.3 Assurance des sous-traitants

Le titulaire ou chaque co-traitant s'il s'agit d'un groupement, fera son affaire de s'assurer que ses sous-traitants sont titulaires de garanties suffisantes.

Cas particulier des groupements et de la sous-traitance :

Si le titulaire est un groupement, le mandataire devra fournir au maître d'Ouvrage une attestation pour chacun des membres qui composent le groupement, justifiant la souscription des polices spécifiques à leur domaine d'intervention respectif précisé dans l'Acte d'Engagement. Il est tenu de se faire justifier par ses sous-traitants éventuels qu'ils ont eux-mêmes souscrit des polices d'assurances comportant les mêmes garanties que celles qui lui sont demandées pour les prestations qu'ils réalisent.

Il fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Contenu des contrats d'assurance & libellé des attestations :

Le titulaire ainsi que les co-traitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront souscrire un contrat garantissant :

L'intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non, causés aux tiers, y compris le maître d'ouvrage, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux, objets du présent marché, l'attestation devra préciser :

- La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti ;
- La période de validité ;
- La nature des garanties ;
- Les capitaux garantis en tenant compte du montant minimum indiqué ci-dessous ;
- Les éventuelles franchises ;
- Les éventuelles conditions suspensives ou de validité des garanties.

En outre, il fournira une attestation similaire à chaque échéance de sa police pendant toute la durée du chantier. Sur simple demande du maître d'ouvrage, l'entreprise devra justifier, à tout moment, du paiement de ses primes d'assurances. Le maître d'ouvrage pourra suspendre les paiements au titulaire si ce dernier ne produit pas ces justifications.

ARTICLE 13 : MODIFICATION DU MARCHE

Les dispositions de l'article 30 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 s'appliquent. Toute modification ne peut valablement être faite que par un document signé par chacune des parties. En application des articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifiés quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances suivantes.

13.1 Changement affectant les prestations

- Si des travaux supplémentaires ou des modifications sont rendues nécessaires à leur exécution ;
- Dans le cas d'un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires (obtention d'autorisations administratives, travaux préalables et objets d'un autre marché...), conformément à l'article 18.2.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 en cas de pénurie de matières premières et/ou de matériaux et engendrant le report de livraison de ces derniers ;
- En cas de report de la livraison des travaux dû à la survenance d'un événement extérieur au contrat (événement climatique susceptible par son ampleur ou sa durée d'entraver l'exécution, risque sanitaire majeur...) rendant impossible la livraison aux dates initiales attendues. Dans l'hypothèse d'un report, il n'est prévu ni indemnisation, ni actualisation des prix.

13.2 Changement affectant la société

L'information doit être faite au maître d'ouvrage, par le titulaire dès qu'il en a connaissance, et les documents transmis dès leur établissement, en cas de :

- Changement de raison sociale, ou de dénomination sociale ou de compte à créditer ;
- Changement dans la structure de l'entreprise entraînant ou non la création d'une nouvelle personne morale ;
- Transformation de la SA en SARL ;
- Reprise en location gérance ;
- Fusion, absorption, scission... ;
- Mise en redressement judiciaire, (poursuites d'activité).

Le titulaire du marché s'engage à transmettre au maître d'ouvrage les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :

- Copie de la publicité parue au journal d'annonces légales ;
- Copie du procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision ;
- Copie de l'ordonnance du tribunal de commerce ;

- Extrait KBIS ;
- En cas de cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire, à certaines conditions ;
- En cas de reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'acheteur.

Toutefois, il est entendu que ces modifications ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché. Par voie de conséquence, la clause de réexamen fait l'objet d'une décision écrite de l'acheteur et est notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'attester sa bonne réception. A ce titre, les dispositions prévues à l'article 54 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021 sont applicables.

ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de propriété intellectuelle, de protection des données personnelles, de respect de la vie privée, et plus généralement, il s'engage à respecter l'ensemble de la réglementation en vigueur. En particulier, le titulaire s'engage, conformément à respecter les réglementations relatives à l'informatique, aux fichiers et aux libertés de la CNIL et du RGPD.

Le titulaire connaît qu'il lui appartient d'effectuer les formalités et qu'il est seul responsable des traitement de données personnelles relatives à des personnes physiques effectués et des fichiers contenus dans son système d'informations.

ARTICLE 15 : PENALITES – RETENUES – PRIMES

Toutes les pénalités sont non révisables par dérogation aux dispositions fixées à l'article 19 du CCAG- Travaux du 30 mars 2021, et cumulatives. Les pénalités seront applicables, de plein droit, sur les décomptes mensuels et décomptes de fin de chantier sans qu'il soit nécessaire d'adresser à l'Entreprise une mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, le titulaire n'est pas systématiquement exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

15.1 Pénalités et retenues en cas de retard dans l'exécution des travaux

Les dispositions suivantes sont appliquées, en cas de retard dans l'exécution des travaux, comparativement au calendrier détaillé d'exécution, éventuellement modifié, ou à défaut par rapport au calendrier prévisionnel.

Il est appliqué, le cas échéant cumulativement, pour chaque dépassement constaté par rapport à l'un des délais partiels figurant dans le calendrier détaillé d'exécution et tout particulièrement la mise à disposition du matériel à l'ouverture du chantier figurant dans le calendrier d'exécution détaillé établi par le titulaire du marché. Une pénalité égale à 1/1000e du montant hors taxes du marché, par jour calendaire de retard.

Ce montant est défini par référence au montant des travaux figurant à l'acte d'engagement (AE).

En cas de dépassement du délai global d'exécution des travaux, et sans préjudice de l'application des pénalités visées à l'article précédent, il est appliqué, par jour calendaire de retard, une pénalité égale à 1/1000e du montant total hors taxe du marché.

Le titulaire pourra solliciter l'annulation partielle ou totale des pénalités prévues aux alinéas précédents. Pour être recevable, la demande de remise devra être formulée par écrit et contenir l'exposé des motifs qui justifient la remise selon le titulaire.

Au vu de la demande, le maître d'ouvrage pourra, par décision spéciale et motivée, exonérer le titulaire des pénalités mises à sa charge, s'il estime :

- Soit que le retard constaté n'a pas eu d'incidence notable sur d'autres travaux ;
- Soit que la méconnaissance d'un ou plusieurs délais partiels prévu par le calendrier d'exécution n'a pas eu pour effet une méconnaissance du délai global d'exécution des travaux énoncé à l'article ci-dessus ;
- Soit que la renonciation à recours par le titulaire concerné constitue une contrepartie suffisante à l'abandon des pénalités.

Le maître d'ouvrage pourra également exiger un engagement irrévocable du titulaire concerné de renoncer, en contrepartie de la remise sollicitée, à toutes réclamations, contestations ou réserves déjà formulées ou susceptibles de l'être concernant le retard en question en l'état des éléments connus au jour de la demande. Ces pénalités sont applicables du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage et sans mise en demeure préalable.

15.2 Pénalités de retard d'exécution des prestations

Dès que le délai contractuel de réception des travaux pour lequel le titulaire s'est engagé est dépassé (délai rappelé dans son offre technique et dans le calendrier détaillé d'exécution), il peut procéder à une demande de prolongation de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :

- Si la demande est acceptée, le retard ne donne pas lieu à des pénalités ;
- Si la demande est refusée, par dérogation à l'article 19.1.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, la pénalité journalière encourue par le titulaire en cas de retard dans l'exécution des travaux est fixée à 1/1000 du montant hors taxes du marché considéré.

Celui-ci peut encourir, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante, courant à compter du refus de la demande par le pouvoir adjudicateur : $P = 1/1000 \text{ €} \times \text{nombre de jours de retard ouverts}$

15.3 Autres pénalités diverses

Outre les pénalités en cas de retard évoquées ci-avant, les retenues forfaitaires provisoires décrites ci-après sont applicables dans le cadre de la réalisation de l'opération. Les montants indiqués correspondent à des retenues forfaitaires provisoires, en cas d'application des pénalités, elles sont cumulables entre elles.

Désignation	50€ HT	100€ HT	200€ HT
Non-respect des dispositions de l'organisation de chantier (autres que ceux mentionnés par ailleurs) : par jour calendaires		X	
Non-respect des dispositions de la charte de chantier à faible impact environnemental par jour calendaires (ou non-respect de la charte logistique de tri des déchets)		X	
Trouble à la circulation publique autour du chantier, arrêt ou stationnement interdit : le cas (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)		X	
Travaux sur le domaine public sans signalisation et/ou protection efficace avec éclairages diurne et nocturne (cette retenue ne vient pas en substitution des amendes délivrées par l'autorité compétente)	X		
Défaut de gestion des flux entrant et sortant du chantier (service trafic représenté par son responsable)	X		
Manquement aux règles de nettoyage des véhicules en partance du chantier : le véhicule constaté		X	
Dépôt de matériel, matériaux, divers gravois en dehors des zones prescrites		X	
Brûlage de vieux bris sur place	X		
Toute action entraînant un défaut dans la signalisation du chantier		X	
Démontage non autorisé d'une partie de la clôture ou de protections collectives		X	
Défaut d'éclairage de chantier (circulations) par jour	X		
Défaut de nettoyage et d'évacuation des gravats affectée aux travaux		X	
Dégradation des installations communes		X	
Défaut de nettoyage des installations communes après utilisation		X	
Non utilisation des équipements sanitaires prévus au titre des installations de chantier	X		
Défaut d'entretien et de maintenance des installations sanitaires		X	
Manquement aux obligations de nettoyage : par jour calendaires et local ou zone de 100 m ² non nettoyée	X		
Défaut de mise en place ou dépose d'une protection collective sur le chantier		X	

Désignation	50€ HT	100€ HT	200€ HT
Défaut de mise en place du trait de niveau et axes d'implantation ou défaut de signalétique interne	X		
Défaut d'encadrement sur le chantier : par jour calendaires		X	
Retard pour non-enlèvement des matériaux inemployés	X		
Retard dans la libération des espaces mis à disposition par le maître de l'Ouvrage ou dans la dépose d'installation provisoire par jour calendaires		X	
Absence en réunion d'un représentant mandaté pour engager la responsabilité de l'Entreprise convoqué à ladite réunion, sauf s'il est dégagé de cette obligation par le maître d'œuvre NOTA : Un retard perturbant ces réunions et/ou visites pourra être assimilé à une absence.	X		
Retard dans la remise de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plans « Bon pour Synthèse » ou « Bon pour Exécution » : par jour calendaires et par zone		X	
Retard dans la diffusion de documents de préparation du chantier et d'exécution, de plan, selon un nouvel indiçage faisant suite à avis défavorable ou visa avec observation		X	
Retard sur la remise des documents de méthodologie d'exécution, d'ordonnancement et de planification détaillée			X
Retard dans la justification et/ou détail de prix pour ouvrage non prévus par jour calendaires	X		
Retard dans la levée des réserves par jour calendaire		X	
Retard dans l'intervention au titre de la GPA par jour calendaire		X	

15.4 Exécution au frais et risque pour retard d'évacuation de fin de chantier

Des pénalités seront appliquées au titulaire qui n'aurait pas évacué ses installations ou ses matériels à la date fixée par le planning détaillé d'exécution. Elles seront calculées suivant le tableau figurant ci-dessus. Au-delà de quinze (15) jours et si le titulaire n'a pas effectué le repliement de son installation, le maître d'ouvrage, sans mise en demeure préalable, fera assurer les enlèvements nécessaires par une entreprise de son choix, les frais correspondants étant entièrement supportés par l'entreprise défaillante.

ARTICLE 16 : RESILIATION

16.1 Généralités

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître de l'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 46.3.1.h du CCAG-Travaux du 30 mars 2021.

Le marché peut être résilié de plein droit, au gré du maître d'ouvrage, ou en cas de groupement sur demande expresse du mandataire, pour la partie afférente à l'un des titulaires, et sans que celui-ci ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité quelconque :

- En cas de décès du titulaire, sauf droit pour le maître d'ouvrage d'accepter, avec l'accord préalable du mandataire commun dans le cas d'un groupement d'entreprise, les offres des héritiers ou des successeurs de l'entreprise ;
- En cas de dissolution de l'entreprise si celle-ci est constituée en société ;
- En cas de redressement judiciaire ou de liquidation des biens sauf si dans le mois qui suit la mise en demeure, l'administrateur judiciaire décide de poursuivre l'exécution du marché (art. L. 621-28 du code de commerce) ;
- En cas d'incapacité, de fraude, de tromperie grave constatées par le maître d'œuvre sur la qualité des matériaux ou la qualité d'exécution des travaux ;
- En cas d'abandon de chantier, ou de réduction d'activité apportant des perturbations dans le déroulement normal du chantier, dûment constatées par le maître d'œuvre, si la reprise n'en est pas effectuée huit jours après réception d'une lettre recommandée valant mise en demeure par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence ;
- En cas de sous-traitance sans l'autorisation du maître d'ouvrage ;
- Dans tous les autres cas où le titulaire ne s'est pas conformé aux stipulations du marché (absence de mise en œuvre de la clause d'insertion sociale par exemple) et aux ordres écrits qui lui ont été donnés, si le titulaire n'exécute pas les travaux qui lui sont demandés dans le délai de huit jours à compter de la mise en demeure qui lui est signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception par dérogation à l'article 48.1 du CCAG-Travaux. Ce délai peut être ramené à deux jours en cas d'urgence. Dans tous les cas, la résiliation est notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

16.2 Résiliation pour non-obtention des autorisations administratives

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage en cas de non-obtention ou de suspension des autorisations administratives permettant l'exécution de son programme dans les délais prévus au planning prévisionnel des travaux. La notification au titulaire se fera par une lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel signifiant la suspension ou l'arrêt immédiat des travaux.

Lorsque, soit avant, soit après un commencement d'exécution, les travaux sont ajournés ou suspendus par une décision du maître d'ouvrage, le titulaire ne pourra demander la résiliation de son marché, sauf si une telle suspension dépasse une période de six (6) mois.

En cas de résiliation notifiée par le maître d'ouvrage, le règlement des travaux réellement exécutés et constatés à la date d'arrêt des travaux sera effectué conformément au contrat. Les mesures conservatoires relatives au maintien en bon ordre du chantier arrêté pourront faire l'objet d'un avenant.

16.3 Résiliation d'un commun accord des parties

Les parties peuvent demander à résilier d'un commun accord le marché. Dans ce cas, elles conviennent de la date à laquelle il prend fin.

16.4 Conséquences de la résiliation

16.4.1 Titulaire, corps d'état séparés

Dans tous les cas de résiliation du marché, il est procédé par le maître d'œuvre, en présence du contrôleur technique et du titulaire ou de ses ayants droit présents ou dûment appelés, à la constatation des ouvrages exécutés et de leur qualité, à l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi qu'à l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier du titulaire.

Ces opérations font l'objet d'un procès-verbal signé par les parties, visé par le maître d'œuvre et le contrôleur technique auquel sont annexés les attachements figurés et dessins d'exécution des ouvrages réalisés ainsi que leur évaluation. Un exemplaire du procès-verbal est notifié par le maître d'ouvrage à chacune des parties. Le titulaire ou ses ayants droit ne peuvent refuser de céder au maître d'ouvrage les ouvrages provisoires dont les dispositions ont été agréées par ce dernier et le matériel construit spécialement pour le chantier en cause et qui ne serait pas susceptible d'être employé sur d'autres chantiers, ainsi que les matériaux approvisionnés pour l'exécution des ouvrages ordonnés et qui seraient propriété du titulaire. La cession est faite aux prix convenus au marché ou à défaut à ceux fixés à dire d'expert.

Le titulaire défaillant est tenu d'évacuer du chantier et de ses annexes (hangars, magasins, bureaux...) les matériaux, matériels et fournitures dont la cession n'est pas demandée par le maître d'ouvrage, dans un délai d'un mois à compter de la date de la lettre de résiliation, sauf cas d'urgence. Faute par le titulaire d'avoir évacué le chantier dans ce délai, le maître d'ouvrage est autorisé à faire procéder à cette évacuation aux frais, risques et périls du titulaire défaillant. Il doit fournir sans délai le détail des primes d'assurances qu'il a payées au titre des ouvrages qu'il a réalisés. Le maître d'ouvrage peut alors passer un nouveau marché aux frais et risques du titulaire défaillant.

Les excédents de dépenses seront à la charge du titulaire et prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Si le nouveau marché entraîne au contraire une diminution des dépenses, le bénéfice en résultant est entièrement acquis au maître d'ouvrage.

16.4.2 Groupement d'entreprises

La résiliation concerne un cotraitant autre que le mandataire

Dans un délai maximal de quinze jours à compter de la réception de la notification de la résiliation, le mandataire fait connaître au maître d'ouvrage les mesures prises pour faire face à la situation créée par la défaillance de son cotraitant et présente un nouveau titulaire qualifié et présentant des garanties suffisantes pour poursuivre les travaux. Le maître d'ouvrage peut s'il agrée, contracter avec le nouveau titulaire par l'intermédiaire du mandataire pour les travaux restant à effectuer.

Si aucune entreprise n'est proposée dans le délai précité, ou si des motifs valables s'opposent à l'agrément du titulaire, le maître d'ouvrage peut, après avis du maître d'œuvre, traiter avec toute entreprise de son choix, et aux conditions de son choix. Toutefois, lesdites conditions sont portées à la connaissance du mandataire et priorité est réservée, s'il présente à l'agrément du maître d'ouvrage, dans un délai de 5 (cinq) jours ouvrables, une entreprise offrant des conditions au moins équivalentes.

Une nouvelle entreprise devient de plein droit membre du groupement avec toutes les conséquences qui en résultent.

16.4.3 La résiliation concerne le mandataire

Si la partie du marché concernant directement le mandataire est résilié, un des autres membres du groupement peut être substitué dans l'exécution des prestations qui lui sont attribuées dans l'acte d'engagement si les autres membres du groupement l'acceptent expressément. Un nouveau mandataire est alors désigné. Faute d'accord, un nouveau marché doit être passé.

16.4.4 Résiliation aux torts et griefs du titulaire

Le contrat pourra être résilié de plein droit par le maître d'ouvrage, sans aucune formalité judiciaire ou dénonciation, aux torts et griefs du titulaire. Dans les cas suivants, après une lettre recommandée avec accusé de réception, restée infructueuse pendant un délai de huit (8) jours calendaires :

- En cas d'abandon de chantier, non justifié par une cause spécifique de suspension stipulée aux présentes, de plus de deux (2) jours ouvrables ;
- En cas de non-respect des obligations mises à sa charge par les lois et décrets en vigueur et tous les règlements de police, de voirie ou autres ;
- En cas de non-respect des dispositions de la loi du 21 décembre 1991 et du décret du 11 juin 1992 relatif à la lutte contre le travail clandestin ;
- En cas de retard non justifié de plus de quinze (15) jours calendaires sur les dates mentionnées au planning. ; - Au cas où, après signature du marché ou délivrance de l'Ordre de Service de début des Travaux, il serait constaté que le titulaire ou l'un de ses sous-traitants n'est pas à jour en ce qui concerne ses cotisations sociales (Caisse des Congés Payés, URSSAF, impôts, taxes, assurances...) ;

- En cas de non-respect de l'une quelconque des clauses du contrat et notamment celles relatives à la sous-traitance ;
- Au cas où le titulaire ne se conformerait pas aux ordres qui lui seront donnés ou si elle n'entretenait pas sur le chantier un effectif en rapport avec l'importance des travaux.

Dans tous les cas de résiliations mentionnés au présent article, les stipulations suivantes seront appliquées :

- Une réunion contradictoire d'avancement des travaux est organisée par l'équipe de Maîtrise d'œuvre dans les huit (8) jours calendaires suivants la notification de la résiliation ;
- Le règlement des travaux réellement exécutés et constatés sera effectué conformément au contrat ;
- Les conséquences onéreuses résultant de la conclusion d'un nouveau marché avec une nouvelle entreprise pour la partie des travaux résiliée, sera à la charge du titulaire sans préjudice de tous recours qui pourront être exercés directement contre lui par toute autre entreprise. Si le marché concernant la partie des travaux résiliée était conclu à des conditions plus avantageuses que celles prévues au contrat, le bénéfice en resterait acquis au maître d'ouvrage ;
- Les pénalités de retard seront décomptées jusqu'à la date de résiliation officielle du marché ;
- De plus, dans tous les cas de résiliation, le titulaire ne pourra se refuser à céder au maître d'ouvrage, si la demande lui en est adressée, tout ou partie des matériaux, produits fabriqués pour l'exécution des travaux, ou en cours de fabrication, approvisionnés sur le chantier, en usine ou en magasin ;
- Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire de laisser gratuitement à sa disposition et à celle du nouveau titulaire, le matériel et les installations de chantier. Dans tous les cas de résiliation, quelle qu'en soit la raison, le titulaire concédera au maître d'ouvrage le droit et la possibilité d'utiliser les brevets ou procédés brevetés, si le marché en comporte l'emploi, pour l'achèvement des travaux, par quelque entreprise que ce soit et laissera à la disposition du maître d'ouvrage ou du nouveau titulaire, tous les matériaux, plans, etc. Le titulaire sera tenu d'évacuer le chantier dans le délai fixé par le maître d'ouvrage. A défaut par le titulaire d'y satisfaire, son expulsion sera ordonnée par simple ordonnance de référé de Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris, le tout sans préjudice de tous dommages, intérêts et autres pénalités de retard et indemnités.

16.4.5 Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 46.4 du CCAG-Travaux du 30 mars 2021, en cas de résiliation du marché par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, le titulaire aura droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes non révisé, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.

ARTICLE 17 : LITIGES ET DIFFERENDS

Le marché est soumis aux dispositions du droit français.

En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est soumis par le titulaire au maître d'ouvrage sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de vingt (20) jours calendaires.

À défaut de règlement amiable, les éventuels litiges sont régis exclusivement par les lois et règlements français. Le droit applicable est le droit français. Le tribunal compétent est :

Tribunal Administratif de Paris

7 rue de Jouy 75181 Paris Cedex 04

Tél : 01.44.59.44.00 – Fax : 01.44.59.46.46

ARTICLE 18 : DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Intitulé de l'article	CCAP	CCAG-Travaux
Pièces contractuelles	3.1	4.1
Disposition applicables à la réception	8.5.1	41.1.2 et 41.1.3
Pénalités	15	19
Pénalités de retard d'exécution des prestations	15.1	19.1.2
Résiliation – Généralités	16	48.1
Résiliation pour motif d'intérêt général	16.4.5	46.4